



Le bulletin

DISPONIBLE SUR L'INTERNET
WWW.USMISSION.CH

Hebdomadaire

CETTE SEMAINE

17 SEPTEMBRE 2003

LES E.-U. SONT HEUREUX DE RETOURNER À L'UNESCO

Interview de M. Kim Holmes..... 1

DE HAUTS RESPONSABLES DÉFENDENT LA POLITIQUE IRAKIENNE DU GOUVERNEMENT BUSH

Interviews de MM. Cheney, Powell et Rumsfeld sur des chaînes de télévision..... 4

LES INDICES DE LA LUTTE ANTITERRORISTE SONT "TOUS TRÈS POSITIFS", DIT COFER BLACK

Entretien avec le coordinateur de la lutte antiterroriste au département d'Etat..... 5

NOUVELLE CONTRIBUTION DE 28,3 MILLIONS DE DOLLARS DES E.-U. AU HCR

Communiqué du 12 septembre du département d'Etat..... 6

LES E.-U. SONT RÉSOLUS À RÉDUIRE TOUS LES DROITS DE DOUANE SUR LES PRODUITS AGRICOLES

La conférence de presse de plusieurs hauts responsables des Etats-Unis..... 6

UN NOUVEAU BILLET DE 20 DOLLARS ENTRERA EN CIRCULATION LE 9 OCTOBRE

Communiqué du ministère des finances 7

LES E.-U. SONT HEUREUX DE RETOURNER À L'UNESCO

Interview de M. Kim Holmes

Washington - Le secrétaire d'Etat adjoint aux organisations internationales, M. Kim Holmes, affirme que les Etats-Unis sont heureux de rejoindre l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) le 1er octobre 2003, après 19 ans d'absence.

Ils sont prêts à coopérer avec d'autres pays afin de remédier aux problèmes qui se posent à la communauté internationale et qui sont du ressort de l'UNESCO. Les Etats-Unis ont quitté cette organisation en 1984, invoquant une mauvaise gestion, un antiaméricanisme agrant et des programmes en contradiction avec les valeurs fondamentales que sont la liberté d'expression et la liberté de la presse.

L'UNESCO a changé, a déclaré M. Holmes, ce qui crée pour les Etats-Unis une chance de participer et de contribuer à ses objectifs nobles et bien définis. Il a cependant ajouté que même si l'UNESCO avait subi de considérables réformes ces dernières années et s'était améliorée, il fallait faire encore plus pour renforcer son efficacité. Les Etats-Unis vont imprimer leur élan en faveur de plus de rationalisation et de réformes, a déclaré M. Holmes lors d'un entretien récemment accordé à Jay Richter, journaliste du "Washington File".

Pour les Etats-Unis, il est important de montrer au monde, par leur participation à l'UNESCO, qu'ils ont les mêmes objectifs que les autres pays, à savoir la liberté de la presse, une éducation de qualité et la réduction de la propagation du VIH/sida. "Nous sommes partis en 1984 parce que l'UNESCO avait dérivé de ses objectifs initiaux, était devenue un instrument

politique et ne ressemblait plus du tout à ce qu'elle était au moment de sa création."

Il a ensuite cité la défense de la liberté de la presse et de la diversité culturelle comme deux dossiers clés que devait aborder l'UNESCO. Il a également discuté de l'impact de la mondialisation sur la communauté internationale, affirmant que la mondialisation en soi n'était pas la cause des problèmes qui empoisonnent les sociétés en développement. Selon lui, les inégalités économiques peuvent s'atténuer avec le temps, au fur et à mesure des progrès des réformes politiques et sociales dans les pays pauvres.

En outre, a ajouté M. Holmes, le fait de faire de nouveau partie de l'UNESCO donne aux Etats-Unis un autre forum pour lutter contre "les idéologies toxiques qui alimentent le terrorisme international".

Nous donnons ci-après la transcription de l'interview de M. Holmes.

Question - En septembre 2002, le président Bush a annoncé que les Etats-Unis retourneraient à l'UNESCO du fait des réformes considérables effectuées par cette organisation. Pouvez-vous nous préciser de quelles réformes il s'agit ? L'UNESCO est-elle devenue une organisation différente ?

M. Holmes - Oui, elle est différente. Nous sommes partis en 1984 parce que l'UNESCO avait dérivé de ses objectifs initiaux, était devenue un instrument politique et ne ressemblait plus du tout à ce qu'elle était au moment de sa création. Nous ne serions pas revenus si elle ne s'était pas réformée. C'est sur le plan des opérations internes que les changements ont été les plus marquants. On a réduit le nombre des cadres ; un conseil interne de supervision a été établi afin de passer les politiques au peigne fin et de suivre les procédures ; le budget a été axé sur les résultats afin de garantir que les programmes atteignent leurs objectifs. De plus, un mécanisme d'évaluation du personnel en fonction de la qualité de son travail a été mis en place. J'ai récemment assisté, à Paris, à une réunion de cadres de l'UNESCO, et j'ai été impressionné. Ils semblaient tous faire le maximum d'efforts pour encore améliorer la gestion - non pas du fait du retour des Etats-Unis, mais parce qu'ils avaient pris conscience de la nécessité d'améliorer l'efficacité de l'UNESCO et de la valeur de la chose. Il faudra poursuivre sur cette lancée afin de rendre l'UNESCO encore plus efficace. Mais l'élément clé est que l'organisation elle-même

est résolue à atteindre ce but. Et, bien entendu, notre présence aura un effet stimulant.

Question - Quels sont les objectifs des Etats-Unis à l'UNESCO, à court comme à long terme ?

M. Holmes - La chose la plus importante à l'heure actuelle pour l'UNESCO, c'est de se recentrer sur sa raison d'être. Au fil des ans, elle a dérivé de ses objectifs initiaux et est devenue très politisée, particulièrement dans les années 70 et 80. Ce n'était plus la même organisation. On ne s'y entendait plus sur des principes tels que la liberté de la presse ; certains pays, Cuba, par exemple, en avaient concocté une définition à leur sauce qui, en fait, aboutissait au contrôle des médias par le gouvernement. Nous voulons aider l'UNESCO à rester concentrée sur sa mission et mettre en jeu non seulement nos compétences, mais aussi nos idées et nos valeurs concernant l'éducation, la protection culturelle, la liberté de la presse et la science - valeurs que nous considérons comme communes à toute l'humanité, mais dont nous savons qu'elles ne sont pas définies par tous de la même façon. Dans chaque forum de l'UNESCO, nous voulons promouvoir les principes de la Déclaration universelle des droits de l'homme, notamment celui de la liberté de la presse à l'occasion du prochain Sommet mondial sur la société de l'information.

Nous chercherons à étendre le rôle de l'UNESCO, par exemple en réhabilitant les systèmes éducatifs dans des zones ayant subi un conflit et là où ils ont été décimés par le VIH/sida. Nous soutiendrons l'initiative dite "L'éducation pour tous" de l'UNESCO qui vise à réduire l'analphabétisme et à faciliter l'accès aux études supérieures. Nous mettrons en avant la conception de matériels et de manuels scolaires qui enseignent la tolérance aux autres, ce qui est l'un des objectifs les plus importants de l'UNESCO. Nous allons promouvoir l'éducation civique afin d'aider les peuples à acquérir la capacité de réaliser leurs aspirations à la démocratie. Nous allons promouvoir la science, les mathématiques et l'ingénierie dans tous les pays. Nous aimerions que les progrès et les recherches scientifiques soient considérés et partagés en vertu de la qualité de la recherche, et appliqués à des problèmes tels que le développement durable ou le VIH/sida.

Question - Selon vous, quels seront les dossiers les plus difficiles que l'UNESCO devra traiter dans le courant de l'année prochaine ?

M. Holmes - La diversité culturelle. Lorsque les Etats-Unis retourneront à l'UNESCO, il y aura 190 Etats membres ayant des cultures et des systèmes de valeurs différents. Sans une certaine volonté de s'engager dans des discussions productives et d'envisager des compromis, les progrès vers les objectifs importants seront impossibles. Il existe actuellement une proposition qui définit la diversité culturelle de façon troublante ; elle pourrait en fait nuire à la diversité culturelle en autorisant certains pays à limiter la capacité de leurs citoyens d'accéder à des cultures différentes. Les Etats-Unis ont l'une des cultures les plus diversifiées du monde, et ils veulent voir les héritages culturels protégés de façon à donner aux individus le droit de choisir leur propre culture et la langue qu'ils veulent parler.

Question - En juin dernier, lorsque vous vous êtes adressé au Comité mondial de la presse libre, vous avez exprimé un ferme soutien aux démarches entreprises par l'UNESCO pour promouvoir la liberté de la presse. Vous avez répété les propos du directeur général, selon lesquels la liberté de la presse et la liberté d'expression sont des principes que l'UNESCO a pour mission de protéger. Cependant, certaines organisations non gouvernementales (ONG) craignent que le Sommet mondial sur la société de l'information (SMSI), que coparraine l'UNESCO, ne recule d'un pas en mettant en avant des politiques telles qu'un nouvel ordre mondial de l'information. C'est l'une des raisons pour lesquelles les Etats-Unis se sont retirés il y a 19 ans. Que font les Etats-Unis durant les réunions préparatoires du sommet de décembre prochain afin d'empêcher que cela ne se reproduise ?

M. Holmes - C'est en effet un sujet d'inquiétude, car nous sommes opposés à toute évolution dans cette direction. Nous en avons discuté avec plusieurs pays afin que notre position soit bien claire. Nous soulignons que l'article 19 de la Déclaration des droits de l'homme des Nations unies, qui protège la liberté d'expression et le libre accès à l'information, est la clé de voûte de notre position et qu'elle devrait être réaffirmée spécifiquement dans la déclaration du SMSI.

Question - Dans l'un de vos discours, vous avez dit que les Etats-Unis chercheraient à obtenir de la prochaine session de l'Assemblée générale de l'ONU une interdiction totale du clonage d'embryons humains. Si l'Assemblée générale ne peut pas sortir de l'impasse sur ce dossier, entrevoyez-vous un rôle de l'UNESCO ?

M. Holmes - Non. Je ne pense pas que l'UNESCO ait à se mêler de la question du clonage. En tant qu'agence technique, l'UNESCO a pour rôle de propager l'éducation, la liberté de la presse, les progrès scientifiques et la culture. Elle ne doit pas s'engager dans des questions, comme celle du clonage, qui ont d'énormes implications politiques et morales. C'est à l'Assemblée générale des Nations unies d'en débattre.

Question - Les 30 et 31 juillet, l'université des Nations unies à Tokyo et l'UNESCO ont coparrainé une conférence de deux jours intitulée : "La mondialisation à visage humain - pour le bénéfice de tous". Dans son discours d'ouverture, le directeur général de l'UNESCO, M. Matsuura, a exprimé de vives inquiétudes au sujet de la façon dont la mondialisation a évolué jusqu'à présent - à savoir essentiellement en exacerbant, au lieu de réduire, les inégalités économiques entre les êtres humains. Qu'attendent les Etats-Unis de l'UNESCO afin de donner un "visage humain" à la mondialisation ?

M. Holmes - La mondialisation est un fait, une tendance historique que nous subissons tous. Ce n'est pas une force guidée par des individus ou des pays. En fait, je ne suis pas d'accord avec le postulat selon lequel la mondialisation a eu un effet négatif sur le bien-être économique des pays les moins développés. D'abord, ce n'est pas la seule définition acceptée du terme "mondialisation". Si par mondialisation on entend la communication et la libre circulation des biens et services entre tous les pays du monde, je crois que c'est une bonne chose. Il suffit pour s'en convaincre de considérer les progrès médicaux et les nouvelles techniques dont le monde entier profite.

Le terme peut porter à confusion. Certains le considèrent comme synonyme d'inégalité de statut et de chances. Les inégalités économiques trouvent leur source dans les pratiques du passé qui limitaient la circulation des biens et des services. Cela entraînait la fermeture de sociétés qui limitaient la liberté individuelle, et par conséquent la libre circulation de l'information et des biens. Les pays qui ont essayé de s'isoler de la mondialisation n'en ont pas profité. Par contre, les pays qui ont été les plus ouverts à la mondialisation, même d'anciens pays en développement, n'ont pas connu les problèmes des sociétés fermées. Hong-Kong, par exemple, était sous-développée dans les années 60. Mais, du fait de ses changements de politiques, en 2000, elle était devenue l'une des plus riches sociétés du monde. Il n'y a pas de solution rapide aux inégalités économiques. Cependant, elles peuvent être réduites au fil du temps par la promotion des libertés

économiques et politiques. L'UNESCO peut aider en diffusant des informations sur les meilleures politiques et pratiques susceptibles d'aider les pays à déclencher la croissance économique et à s'adapter à cette nouvelle réalité.

Question - Certains semblent penser que les sociétés les moins développées ont été poussées à croire, faussement, que l'expansion du commerce et l'explosion des communications amélioreraient rapidement leur santé économique. L'UNESCO peut-elle faire quelque chose pour aider ces pays à réduire le temps qu'il leur faudra pour participer pleinement à la croissance économique ?

M. Holmes. Oui. Elle devrait promouvoir les principes sur lesquels la communauté internationale s'est entendue à Monterrey et les objectifs de développement adoptés lors du Sommet du millénaire. Cela entend que les sociétés concernées adoptent des réformes et des stratégies de croissance qui serviront à attirer les investissements et le commerce, parce que les forces du marché sont le réel moteur de la croissance. Une telle approche permettrait en outre de rationaliser le processus d'investissement économique et de croissance dans les pays moins développés.

Question - Pour résumer, que pensez-vous que les Américains vont gagner du retour des Etats-Unis à l'UNESCO ?

M. Holmes - Des choses importantes. L'une d'entre elles est que nous gagnerons une nouvelle tribune de laquelle nous pourrions combattre les idéologies toxiques qui alimentent le terrorisme mondial. Nous n'aurons jamais trop de possibilités de mener cette guerre. Nous gagnerons un autre forum pour promouvoir les libertés fondamentales, telles que la liberté d'expression. Le peuple américain profitera également du partage des connaissances avec d'autres pays dans plusieurs domaines clés, dont l'éducation, la communication et la science.

DE HAUTS RESPONSABLES DÉFENDENT LA POLITIQUE IRAKIENNE DU GOUVERNEMENT BUSH

Interviews de MM. Cheney, Powell et Rumsfeld sur des chaînes de télévision

Par David Denny

Rédacteur du "Washington File"

Washington - Le vice-président des Etats-Unis, M. Dick Cheney, le secrétaire d'Etat, M. Colin Powell, et le ministre de la défense, M. Donald Rumsfeld, ont expli-

qué la politique irakienne du gouvernement Bush et l'ont défendue sur des chaînes de télévision le 14 septembre.

Lors de l'émission "Meet the Press" de la chaîne NBC, M. Cheney a déclaré que les Etats-Unis feraient tout ce qu'il fallait pour l'emporter en Irak et qu'ils ne pouvaient pas envisager un échec. "Il ne s'agit pas seulement de l'Irak, a-t-il dit. Il s'agit d'une opération qui se poursuit dans le cadre de la guerre contre le terrorisme, et il est extrêmement important que nous réussissions."

Les terroristes, a-t-il indiqué, "comprennent ce qui est en jeu dans ce pays. C'est l'une des raisons pour lesquelles ils luttent autant. Ils savent que si nous réussissons en Irak, cela portera un coup important à leurs moyens."

M. Rumsfeld a également mis l'accent sur la lutte contre le terrorisme lors de l'émission "Face the Nation" de la chaîne CBS. La rallonge budgétaire de 87 milliards de dollars que le président Bush a soumise récemment au Congrès est destinée à poursuivre cette lutte. "Il vaut bien mieux lutter contre les terroristes en Irak et en Afghanistan qu'aux Etats-Unis", a-t-il souligné.

Le ministre de la défense a rejeté l'opinion selon laquelle les forces américaines seraient en train de s'enliser en Irak. Il n'en est rien, a-t-il dit en faisant remarquer que les grandes opérations militaires s'étaient terminées seulement il y a quatre mois et demi. Il s'agit d'une courte période et non pas d'un enlèvement, a-t-il déclaré.

Comparant le temps qu'il avait fallu pour reconstruire l'Allemagne après la Seconde Guerre mondiale et le temps écoulé depuis le début de l'intervention en Irak, il s'est déclaré d'avis que les progrès étaient bien meilleurs en Irak.

En réponse aux critiques selon lesquelles il est trop "obstiné" pour admettre qu'il convient d'envoyer des

forces supplémentaires en Irak, M. Rumsfeld a déclaré qu'il s'entretenait régulièrement avec le général Abizaid, le général Sanchez et d'autres officiers supérieurs des besoins des forces armées. "Nos militaires sont persuadés que nous n'avons pas besoin d'envoyer des forces supplémentaires en Irak", a-t-il dit. Les forces de la coalition participent aux travaux de reconstruction et non à des opérations de combat, et ceux qui disent que les Etats-Unis devraient envoyer un plus grand nombre de soldats ne fournissent, selon lui, aucune bonne raison.

L'objectif des Etats-Unis en Irak, a-t-il indiqué, est de passer du stade de la libération à celui où le peuple irakien pourra assurer sa sécurité. Il ne s'agit pas de reconstruire l'Irak, mais de donner à ce pays la possibilité de s'orienter vers la démocratie, ce qui sera une bonne chose pour cette partie du monde.

Quant à M. Powell, qui s'est entretenu le 13 septembre, à Genève, avec les ministres des affaires étrangères de la Chine, de la France, de la Grande-Bretagne et de la Russie, il a parlé des démarches des Etats-Unis à l'ONU en vue de l'adoption par le Conseil de sécurité d'une nouvelle résolution relative à l'Irak.

"Nous estimons que, grâce à l'adoption d'une autre résolution prévoyant une mission plus large que les résolutions 1483 et 1500 votées après la guerre, d'autres pays trouveront plus facile de participer soit à l'activité militaire soit à l'activité de reconstruction", a-t-il dit lors de l'émission "Late Edition" de la chaîne CNN.

Il a également indiqué sur la chaîne Fox ("Fox News Sunday") que le Conseil de gouvernement de l'Irak et ses nouveaux ministères n'étaient pas encore prêts à prendre les rênes du pays.

En ce qui concerne les propositions de la France relatives au projet de résolution soumis par les Etats-Unis au Conseil de sécurité de l'ONU, le secrétaire d'Etat a dit : "Les Français ont proposé un transfert rapide de la souveraineté aux Irakiens, d'ici à un mois ou deux, mais ce n'est pas possible en pratique (...) Ce qu'il nous faut faire, c'est d'œuvrer avec les nouvelles institutions irakiennes et de les renforcer. Nous avons déjà bien commencé."

LES INDICES DE LA LUTTE ANTITERRORISTE SONT "TOUS TRÈS POSITIFS", DIT COFER BLACK

Entretien avec le coordinateur de la lutte antiterroriste au département d'Etat

Washington - La campagne mondiale contre le terrorisme n'est pas finie et on ne saurait en prévoir la durée, selon M. Cofer Black, coordinateur de la lutte antiterroriste au département d'Etat américain. Néanmoins, l'avantage et l'initiative appartiennent à ceux qui traquent Al-Qaïda, affirme-t-il.

Pour l'ambassadeur Black, qui a prêté serment en décembre 2002 en tant que coordinateur de la lutte antiterroriste, les indices actuels de la lutte contre le terrorisme "sont tous très positifs". Le haut fonctionnaire américain attribue le mérite de ces succès aux efforts des forces de police, du personnel diplomatique et des services de sécurité du monde entier.

Lors de la récente interview qu'il a accordée à David Denny, journaliste du "Washington File", le haut fonctionnaire américain a cité plusieurs facteurs à l'appui de cette évaluation positive, notamment le fait que la diminution du nombre d'attaques terroristes, qui avait débuté en 2002, s'est poursuivie cette année. L'édition de 2002 du rapport américain intitulé "Tendances du terrorisme international" publié cette année signale que 199 attaques terroristes ont été perpétrées en 2002 à travers le monde, soit une importante réduction par rapport à l'année précédente. Sur ce total, 77 ont eu lieu aux Etats-Unis.

Cette année, pendant les six premiers mois de 2003, 105 attaques ont été enregistrées dans le monde, dont 38 aux Etats-Unis, deux nombres compatibles avec les chiffres de 2002.

La diminution du nombre de ces attaques est peut-être le résultat de la réduction du nombre de terroristes à même de les mener à bien. M. Black a signalé en effet que "plus des deux tiers des cadres d'Al-Qaïda de l'époque du 11 septembre ont été arrêtés, sont détenus ou ont cessé de constituer une menace pour des hommes, femmes et enfants innocents et plus de 3000 membres ou adeptes d'Al-Qaïda ont été appréhendés et sont en détention.

De même, sur le plan financier, les efforts visant à éliminer les fonds destinés aux terroristes - ou, pour reprendre l'expression de M. Black, à "assécher le marécage" - ont connu un succès notable. Plus de 172 pays ont pris des mesures pour bloquer plus de 136 millions de

dollars d'avoirs liés aux terroristes. Plus de 290 entités ou groupes terroristes ont été classés en tant que tels en vertu du décret présidentiel 1332 qui permet de geler leurs avoirs ; 685 comptes liés aux terroristes ont été bloqués à travers le monde, dont 106 aux Etats-Unis. Plus de 180 pays ont adopté une législation antiterroriste et 84 ont établi des services de renseignements financiers.

M. Black a mentionné la création, par le Groupe de huit pays industrialisés (G8) réuni à Evian cette année, d'un Groupe d'action contre le terrorisme, ou GACT, composé de pays donateurs, pour accroître et coordonner la formation et l'assistance aux pays qui désirent combattre le terrorisme mais ne possèdent pas le savoir-faire nécessaire.

Interrogé sur les efforts déployés par les Etats-Unis pour se concentrer sur les liens apparents entre le trafic de la drogue et le terrorisme en Amérique latine, dans la zone des trois frontières entre le Brésil, l'Argentine et le Paraguay, M. Black a signalé que c'était dans cette région qu'il avait effectué son premier voyage officiel en tant que coordinateur de la lutte antiterroriste, précisément pour s'entretenir de ce problème avec les responsables de ces trois pays.

“Nous avons principalement identifié les rapports qui existent entre cette zone des trois frontières et le financement du terrorisme. Nous cherchons à couper ces liens. Nous cherchons également à mettre en place une présence antiterroriste pour réagir à tout mouvement futur des terroristes dans la région. Au cas où ils décideraient de venir, les pays de la région et les Etats-Unis les attendent de pied ferme

NOUVELLE CONTRIBUTION DE 28,3 MILLIONS DE DOLLARS DES E.-U. AU HCR

Communiqué du 12 septembre du département d'Etat

Les Etats-Unis ont annoncé une contribution supplémentaire de 28,3 millions de dollars au Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR), ce qui porte leur contribution globale pour l'année budgétaire 2003 à plus de 297 millions de dollars.

Selon un communiqué du département d'Etat en date du 12 septembre, 14,5 millions de dollars iront à soigner et

à protéger les réfugiés afghans, et à faciliter leur rapatriement et leur réinsertion sociale.

Le reste de cette somme ira aux opérations du HCR en Afrique, notamment au Liberia, et “au renforcement de la capacité du HCR d'identifier et d'orienter les réfugiés aux fins de leur réinstallation dans des pays tiers”.

On trouvera ci-après le texte de ce communiqué.

Contribution de 28,3 millions de dollars au Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés

Les Etats-Unis sont heureux d'annoncer une nouvelle contribution, de 28,3 millions de dollars, au Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR), ce qui porte leur contribution totale au HCR pour l'année budgétaire 2003 à plus de 297 millions de dollars.

Plus de la moitié de cette somme (14,5 millions de dollars) ira à soigner et à protéger les réfugiés afghans, et à faciliter leur rapatriement et leur réinsertion dans la société afghane. Le reste ira aux opérations du HCR en Afrique, notamment au Liberia, et au renforcement de la capacité du HCR d'identifier et d'orienter les réfugiés aux fins de leur réinstallation dans des pays tiers.

Le Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés assure protection et assistance à plus de 20 millions de réfugiés et autres personnes dans le besoin, et cherche des solutions durables en leur faveur. Les Etats-Unis appuient fermement ses travaux et représentent son principal donateur.

LES E.-U. SONT RÉSOLUS À RÉDUIRE TOUS LES DROITS DE DOUANE SUR LES PRODUITS AGRICOLES

La conférence de presse de plusieurs hauts responsables des Etats-Unis
Par Bruce Odessey
Correspondant du “Washington File”

Cancun (Mexique) - Les Etats-Unis sont toujours disposés à réduire fortement leurs droits de douane applicables au sucre, au coton, au tabac et à d'autres produits agricoles si les autres pays ouvrent leur marché aux produits agricoles étrangers, a déclaré le vice-ministre de l'agriculture, M. J.B. Penn, lors de la conférence de presse qu'il a donnée le 10 septembre, à l'occasion de

la première journée de la conférence ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), qui se tient cette année à Cancun.

De son côté, le représentant des Etats-Unis pour le commerce extérieur, M. Robert Zoellick, a souligné, lors de l'ouverture des travaux en séance plénière, l'importance de l'ensemble des négociations portant sur l'élaboration de cadres pour la libéralisation du commerce tant des produits agricoles que des autres produits.

“Nous estimons, a-t-il dit, que le meilleur moyen d'obtenir des résultats de grande ampleur dans des délais plutôt courts est de concentrer notre attention. L'agriculture, l'industrie et les services sont essentiels à la croissance et au développement. Ce sont là les domaines qui devraient être au centre de nos travaux.”

Par ailleurs, M. Zoellick a indiqué que les Etats-Unis étaient conscients du fait que d'autres pays considéraient d'autres dossiers commerciaux comme prioritaires et qu'ils oeuvreraient de façon à parvenir à un “résultat équilibré”.

La réunion de Cancun, qui a lieu près de deux ans après l'ouverture des négociations de Doha, vise à élaborer un cadre pour les négociateurs de cent quarante-huit pays de manière à ce qu'ils puissent achever la rédaction d'un accord dans les délais impartis, c'est-à-dire à la fin de 2004.

Si les droits de douane des Etats-Unis qui sont applicables aux importations de produits agricoles sont en moyenne bien inférieurs à ceux des autres pays, ils sont assez élevés dans le cas de certains produits dont les producteurs ont une grande influence politique.

Les Etats-Unis sont prêts à réduire ces droits de douane si leurs agriculteurs peuvent obtenir des débouchés non seulement dans les pays riches, mais aussi dans les pays en développement où le revenu par habitant augmente plus rapidement.

Outre M. Penn, trois autres hauts responsables des Etats-Unis ont participé à cette conférence de presse. Il s'agit du représentant adjoint pour le commerce extérieur, M. Peter Allgeier, qui s'occupe à Cancun de l'ouverture des marchés aux produits industriels, du sous-secrétaire d'Etat aux affaires économiques et commerciales, M. Alan Larson, qui s'occupe des questions relatives à l'environnement et aux indications géographiques (noms de lieux servant à indiquer l'origine ou la qualité d'un

produit), et le vice-ministre du commerce, M. Grant Aldonas, qui s'occupe de ce que l'on appelle les questions de Singapour : investissements, concurrence, passation des marchés publics et facilitation des échanges commerciaux.

UN NOUVEAU BILLET DE 20 DOLLARS ENTRERA EN CIRCULATION LE 9 OCTOBRE

Communiqué du ministère des finances

Un nouveau billet de 20 dollars comportant de nouvelles nuances de couleur en arrière-plan et des signes de sécurité améliorés sera mis en circulation le 9 octobre, a annoncé le Bureau de la gravure et de l'impression, l'institut d'émission de la monnaie américaine qui relève du ministère des finances.

Ce jour-là, les nouvelles coupures seront distribuées par les banques d'émission de la Réserve fédérale aux banques commerciales, a précisé le bureau dans un communiqué de presse en date du 9 septembre.

“C'est le billet le plus sûr que le gouvernement des Etats-Unis ait jamais produit”, a déclaré le gouverneur de la Réserve fédérale, M. Mark Olson, dans ce communiqué. “Sa sécurité accrue permettra d'assurer que notre monnaie conservera sa valeur et sa fiabilité pour les utilisateurs du monde entier. Il sera émis en double circulation avec les anciens billets, si bien que le public pourra être assuré que tous les billets continueront d'avoir cours légal.”

En mai, le gouvernement américain avait lancé une campagne mondiale d'information lorsque le nouveau billet de 20 dollars avait d'abord été introduit.

Les Etats-Unis ont l'intention d'introduire de nouvelles coupures tous les 7 à 10 ans afin de mieux lutter contre la contrefaçon.